

# LA REVUE NOUVELLE



numéro  
**5**

éditorial

**Comment  
les bleus pétrolent**

Russie

**Une vie entière  
sous Poutine**

article

**Analyse du peuple  
dans les discours**

dossier

## L'Amérique latine à la croisée des chemins

# LA REVUE NOUVELLE

## ÉDITORIAL

Comment les bleus pétrolent Revue nouvelle 2

## LE MOIS

Médiatisation des actes violents, avons-nous perdu la raison ? Corinne Torrekens 8  
Une vie entière sous Poutine Artjoms Konohovs 11

## BILLET D'HUMEUR

La confession est un exercice délicat Thierry Delcommune 14

## dossier • L'AMÉRIQUE LATINE À LA CROISÉ DES CHEMINS

Introduction François Reman et Xavier Dupret 20  
Brésil, autopsie d'une débâcle démocratique Laurent Delcourt 24  
La fin du cycle progressiste ? Fernando Alvear Atlagich 31  
Des « réformes » (de droite)  
qui approfondissent une crise structurelle... Xavier Dupret 41  
Libéralisme élitiste et démocratie hégémonique Xavier Dupret et François Remand 49  
Recomposition régionale à l'heure du tournant à droite  
et de « L'Amérique d'abord » Sebastian Santander 56

## UN LIVRE

*Foucault, Bourdieu et la question néolibérale*, de Christian Laval Renaud Maes 64

## ARTICLES

Coordonnées du débat. Débattre en ligne :  
des plateformes (in)appropriées ? Baptiste Champion 70  
Chacun son (*Peuple*) et la (*République*) sera bien gardée ? François Debras 75  
Analyse du peuple dans les discours du Front national et de La France insoumise

## ITALIQUE

Les pas perdus Étienne Verhasselt 87

### Errata, n° 4/2018 :

- p. 38, article « L'épuisement des ressources minérales et la notion de matériaux critiques »,  
le tableau corrigé est sur notre site en accès libre : <https://bit.ly/2JtYOzJ>.

# Recomposition régionale à l'heure du tournant à droite et de « L'Amérique d'abord »

Sebastian Santander

Lors de ces quinze dernières années, l'Amérique latine a été confrontée à d'importants changements politiques qui n'ont eu de cesse de complexifier les relations au sein des blocs régionaux. La création de l'Alliance Pacifique, le virage à droite dans la plupart des pays du Mercosur et le rapprochement de ces deux organisations ont contribué à ressusciter l'esprit du projet de Zone de libre-échange des Amériques. Mais c'était sans compter sur l'arrivée de l'administration Trump et sa devise « L'Amérique d'abord ».

## Un phénomène résilient et en changement constant

Le système international se distingue par un foisonnement d'organisations régionales. Ces ensembles sont politiquement structurés et ouverts à l'action publique des États, mais aussi à celle d'autres acteurs tels que les entités fédérées, les entreprises, les syndicats, les ONG ou les organisations internationales<sup>1</sup>. Les initiatives collectives émergent souvent pour permettre aux acteurs locaux de faire converger leurs intérêts respectifs et d'accroître leur marge d'action dans la perspective de mieux peser au niveau local et sur les affaires mondiales. Il existe une grande variété d'organisations régionales et ce phénomène touche l'ensemble des continents de la planète.

L'Amérique latine (AL) est l'un des endroits au monde le plus créatif et

prolifère en matière de coopération régionale. L'intérêt latino-américain pour le phénomène est séculaire et remonte au début du XIX<sup>e</sup> siècle qui correspond à la période des indépendances et de la création de l'État. Depuis lors, le continent a vu se succéder plusieurs vagues d'organisations régionales. Les ambitions collectives restent, à travers l'histoire, au cœur du débat politique des décideurs latino-américains. Cela dit, malgré leur pérennité, les organisations régionales sont en perpétuel changement et peuvent connaître des avancées, des ralentissements, des retours en arrière voir de nouvelles relances. La nature des ambitions collectives change en fonction de l'évolution du contexte politique et économique interne et international, mais aussi de la concurrence que ces projets se livrent entre eux<sup>2</sup>.

1|Santander S. (coord.), *Relations internationales et régionalisme*, Liège, Presses universitaires de Liège, 2012.

2|Santander S., « Prolifération de régionalismes en Amérique latine : convergence ou concurrence ? », dans Sebastian Santander (coord.), *Concurrences régionales*

En com-  
riodes, c  
est sans  
termes  
peut fac  
d'organi  
sont la (1  
1996), l  
(Merco  
sud-am  
Systèm  
(Sica, l'  
les peu  
2004)  
latino-:  
2010).  
institué  
le Chili  
Pérou,  
constit  
issues  
particu

Certai  
voir la  
contin  
démarr  
pensée  
de dial  
théma  
acteur  
un mo  
sous-r  
ter, au  
aussi l  
l'extér  
géogr  
systèm  
et si p  
port à  
plus p  
pace  
de la  
major  
bien  
échar  
du pc

dans ur  
ter Lar

# e droite ord »

Santander

confrontée  
de com-  
n de l'Al-  
du Mercosur  
ié à ressus-  
ques. Mais  
et sa devise

coopération ré-  
américain pour  
re et remonte  
à correspond  
ances et de  
uis lors, le  
er plusieurs  
régionales. Les  
ent, à travers  
at politique des  
ins. Cela dit,  
s organisations  
uel change-  
re des avan-  
s, des retours  
es relances. La  
ectives change  
du contexte  
interne et in-  
la concurrence  
entre eux<sup>2</sup>.

de régionalismes en  
concurrence ? », dans  
oncurrences régionales

En comparaison avec les autres pé-  
riodes, celle de l'après-guerre froide  
est sans aucun doute la plus faste en  
termes d'initiatives régionales. On  
peut facilement identifier une douzaine  
d'organisations dont les plus connues  
sont la Communauté andine (Can,  
1996), le Marché commun du sud  
(Mercosur, 1991), l'Union des nations  
sud-américaines (Unasur, 2008), le  
Système d'intégration centraméricain  
(Sica, 1991), l'Alliance bolivarienne pour  
les peuples de notre Amérique (Alba,  
2004) ou la Communauté d'États  
latino-américains et Caraïbes (Celac,  
2010). L'Alliance du Pacifique (AP),  
instituée officiellement en 2012 par  
le Chili, la Colombie, le Mexique et le  
Pérou, et entrée en vigueur en 2015,  
constitue la dernière des organisations  
issues de l'imaginaire institutionnel  
particulièrement fertile du continent.

Certains de ces projets visent à promou-  
voir la coopération régionale à l'échelle  
continentale à l'instar de la Celac. Cette  
démarche pan-latino-américaine est  
pensée comme un espace de rencontre,  
de dialogue et de concertation sur des  
thématiques touchant l'ensemble des  
acteurs du continent ainsi que comme  
un moyen de soutenir les organisations  
sous-régionales existantes et de por-  
ter, autant que faire se peut, la voix  
aussi bien de l'AL que des Caraïbes à  
l'extérieur du continent. D'autres sont  
géographiquement limités et visent à  
systématiser la concertation politique,  
et si possible l'action commune, par rap-  
port à des enjeux et des défis impliquant  
plus particulièrement les acteurs de l'es-  
pace en question, à l'instar du Mercosur,  
de la Sica ou de l'Unasur. La grande  
majorité de ces initiatives constitue  
bien plus qu'une simple zone de libre-  
échange et cherche, dans la mesure  
du possible, à développer une coopé-

ration multidimensionnelle<sup>3</sup> qui peut  
être fondée sur des institutions et des  
stratégies communes soutenues parfois  
par des budgets collectifs, à se doter de  
clauses politiques visant à sauvegarder  
les régimes démocratiques ou à s'ériger  
en porte-drapeau des intérêts de leur  
région respective dans l'arène mondiale.

Lors de cette période d'après guerre  
froide, les accords régionaux d'AL sont  
parvenus à engranger un certain nombre  
de succès en matière de coopération  
et notamment dans le domaine éco-  
nomique, commercial, politique ou des  
infrastructures. Toutefois, ces quelques  
concrétisations et les discours officiels  
habituels encensant « l'intégration »  
ne doivent pas cacher les limites voire  
les fragilités dont souffrent ces orga-  
nisations régionales. Il arrive, en effet,  
qu'elles peinent à finaliser certains de  
leurs objectifs, que les positions com-  
munes soient à la merci des intérêts  
nationaux ou que les États se sentent  
parfois libres de s'écarter des règles  
régionales du fait de l'absence d'une  
hiérarchie claire entre le droit commu-  
nautaire et le droit interne aux États.  
Ces multiples difficultés alourdissent  
la coopération régionale et peuvent  
amener certains États soit à passer  
d'une organisation à une autre<sup>4</sup>, soit à  
s'associer avec des pays tiers pour créer  
un nouveau groupement régional<sup>5</sup>, soit  
à adopter une stratégie d'allégeance  
multiple ce qui crée des chevauche-  
ments et rend moins lisible la carte  
du régionalisme latino-américain<sup>6</sup>.

3| Cette coopération peut porter sur le commerce, l'économie, les infrastructures, la sécurité, la défense, l'enseignement, le développement scientifique et technologique, le tourisme, l'intégration des frontières ou le développement durable.

4| Le cas du Venezuela peut être cité à titre d'exemple qui en 2012 quitte la Can pour rejoindre le Mercosur.

5| C'est le cas de la Colombie et du Pérou qui se sont associés au Chili et Mexique pour créer l'Alliance du Pacifique, alors qu'ils sont liés à la Bolivie et à l'Équateur par leur appartenance respective à la Can.

6| De très nombreux exemples peuvent ici être cités : Chili/AP/Unasur/Celac ; Colombie et Pérou/AP/Can/

dans un monde multipolaire émergent, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2016, p. 83-99.

### Accélération des changements et des reconfigurations régionales

Lors de ces quinze dernières années, l'AL a été confrontée à d'importants changements politiques qui n'ont eu de cesse de complexifier les relations au sein des blocs régionaux. Les forces progressistes arrivées au pouvoir à partir des années 2000 dans une majorité de pays d'Amérique centrale, andine et du Sud ont contribué à transformer la scène politique du continent. Ce tournant dit à « gauche », qui survient dans un contexte de crise socioéconomique et de la représentation politique, a eu pour effet de susciter une nouvelle légitimité pour l'État dans les affaires économiques, un intérêt renouvelé pour le marché national, un refus de la croissance sans un minimum de solidarité sociale, une nouvelle stratégie en matière de politique extérieure exaltant l'autonomie nationale et une contestation de la prééminence des grandes puissances ainsi qu'une distanciation par rapport aux politiques monétaires libérales de la décennie précédente qui avaient prévalu dans le régionalisme « ouvert »<sup>7</sup>.

Ces changements politiques vont contribuer à restructurer les alliances stratégiques et à reconfigurer les accords régionaux. Le continent va voir émerger des initiatives collectives dont la variable fédérative dominante ne sera plus le libéralisme économique et commercial. Ce sera, notamment, le cas de l'Alliance bolivarienne. Cet état de fait poussera certains à annoncer le passage du régionalisme ouvert à une dynamique régionale de type postlibéral<sup>8</sup>.

Unasur/Celac; Équateur/Can/Alba/Unasur/Celac...

7 | Santander S., « El "giro a la izquierda" en América Latina: Fragmentación y recomposición de la geopolítica regional », *Cuadernos sobre Relaciones Internacionales, Regionalismo y Desarrollo*, 4, 7, 2009, p. 17-38.

8 | Sanahuja J. A., « Del "regionalismo abierto" al "regionalismo post-liberal" ». Crisis y cambio en la integración regional en América Latina », dans *Anuario de la Integración Regional de América Latina y el Gran Caribe*, 7, 2009; Riggirozzi P. et Tussi D., *The Rise of Post-hegemo-*

Toutefois, certains acteurs latino-américains ne se retrouvent pas dans les fondements conceptuels de ces projets et décident de s'organiser pour donner naissance à des blocs régionaux alternatifs comme en témoigne la création de l'Alliance du Pacifique. Celle-ci résulte donc de divergences politico-idéologiques qui traversent le continent entre les tenants de la « gauche continentale » et ceux qui s'en distancient, comme en témoignent les divisions au sein de la Communauté andine (Can), écartelée entre l'Alba et l'AP. Ainsi, contrairement à la Bolivie et à l'Équateur, la Colombie et le Pérou — tous membres de la Can — préconisent un modèle de développement économique libéral tourné vers la compétition mondiale. Leur administration est idéologiquement proche de celle des gouvernements du Chili et du Mexique, ce qui les amène à instituer l'AP. Ce projet collectif constitue une tentative de retour aux principes du « régionalisme ouvert » dans le sens où le projet de société de ses membres encourage leur insertion compétitive dans la mondialisation.

### Tensions et rivalités entre projets idéologiquement opposés

L'AL se trouve ainsi face à une rivalité entre acteurs qui envisagent différemment le développement économique et les assises théoriques du régionalisme. Pour certains, il faut privilégier les logiques d'échanges de type trocs et de donations entre les membres des organisations régionales et le développement de projets industriels animés par des politiques protectionnistes et le principe de souveraineté économique territoriale. Alors que pour d'autres, le développement, la croissance et la prospérité socioéconomique ne peuvent passer que par la revalorisation de l'initiative privée, des politiques de libéralisation des biens,

*nic Regionalism. The Case of Latin America*, Dordrecht, Springer, 2012.

services et investissements par l'insertion dans les chaînes de valeur, notamment ce

Le continent se trouve ainsi au bras de fer pour la scène politique régionale, qui dans l'opposition des membres de l'Alba et de l'AP ont dû construire une « ouverture » de se dissocier. Bien que ses membres n'aient pas d'avoir créé l'Alba, ils insistent pour une « ouverture » pas une intégration régionale [mais] au monde et en l'absence d'un message clair de l'Alba et surtout de la part du Venezuela, le Venezuela mobilisé ses proches dans les États-Unis sur le mouvement qui ne limite pas l'État dans les

Les membres engagés dans du Mercosur. L'AP en contradiction a longtemps l'intérêt des États internationaux sa place comme du régionalisme à capitaliser et accusée par la dernière déci-

9 | Santos J. M., « Manuel Santos al té del Pacífico », *Pre*  
10 | Ambassade de l'Équateur  
<https://bit.ly/2tW>

services et investissements ainsi que par l'insertion des économies nationales dans les chaînes de valeur mondiales et notamment celles de l'Asie Pacifique.

Le continent se voit confronté à un bras de fer pour le façonnement de sa scène politique et de ses organisations régionales, qui s'incarne, notamment, dans l'opposition qui met aux prises les membres de l'AP et ceux tant de l'Alba que du Mercosur. Les pays fondateurs de l'AP ont dès le départ veillé à lui construire une image de building bloc « ouvert sur le monde » ; une manière de se dissocier des autres organisations. Bien que ses membres se défendent d'avoir créé l'AP « contre quelqu'un », ils insistent pour dire qu'elle « n'est pas rhétorique<sup>9</sup> » et qu'elle « ne constitue pas une intégration romantique ou poétique [mais] une intégration réaliste face au monde et envers le monde<sup>10</sup> ». Il s'agit là d'un message adressé aux membres de l'Alba et surtout à son principal instigateur, le Venezuela, qui a longtemps mobilisé ses pétrodollars pour coopter des gouvernements idéologiquement proches dans le but de freiner le rôle des États-Unis sur le continent et promouvoir un modèle de développement qui ne limite pas l'action régulatrice de l'État dans les affaires économiques.

Les membres de l'AP se sont également engagés dans un bras de fer avec ceux du Mercosur. L'objectif étant d'ériger l'AP en contrepoids au Mercosur, qui a longtemps accaparé l'attention et l'intérêt des acteurs publics et privés internationaux, et *in fine* de prendre sa place comme nouveau fer de lance du régionalisme en AL. L'AP a cherché à capitaliser sur la perte d'attractivité accusée par le Mercosur durant cette dernière décennie à la suite, notam-

ment, des conflits intrablocs et aux mesures protectionnistes (tarifs douaniers, taxes, restrictions commerciales) que les membres, en particulier l'Argentine et le Brésil, se sont appliqués entre eux.

Pour attirer l'attention internationale sur l'AP, ses membres ont cherché à déployer une stratégie de communication qui vise à faire son éloge au travers de la glorification d'une série de chiffres. Cette stratégie a permis à l'Alliance de se faire connaître comme une initiative collective qui intègre un tiers des habitants du continent (209 millions), accapare 26 % de la totalité des investissements directs étrangers destinés à l'AL et représente 50 % des exportations latino-américaines et 35 % du PIB de la région. Ces données chiffrées sont accompagnées d'un discours qui présente l'AP comme le plus « dynamique » des blocs du continent et le « nouveau moteur de l'économie régionale ».

### Crises des gauches, ascension de gouvernements de droite

Dans cette concurrence entre accords régionaux, l'AP est rapidement parvenue à susciter l'intérêt d'une cinquantaine de pays à travers le monde qui ont obtenu le statut de membre observateur de l'Alliance. Elle a également exercé un pouvoir d'attraction auprès de pays d'AL appartenant à d'autres blocs tels que la Sica, le Mercosur et même l'Alba. Alors que certains de ces pays négocient actuellement leur intégration à l'organisation (Costa Rica, Panama), d'autres deviennent membres observateurs (Argentine, Équateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Paraguay, Uruguay).

L'AP commence à poser un réel défi aux États latino-américains gouvernés par des forces politiques de gauche opposées aux politiques d'ouverture économique, de dérégulation, de privatisation et de compétition internationale. D'autant que la gauche continentale

9| Santos J. M., « Declaración del Presidente Juan Manuel Santos al término de la VII Cumbre de la Alianza del Pacífico », *Presidencia de la República*, 23 mai 2013.

10| Ambassade mexicaine à Belize, *Pacific Alliance*, <https://bit.ly/2tWLYow>.

est aujourd'hui confrontée à l'usure du pouvoir, à des affaires de corruption et au retour des inégalités ainsi qu'à la contraction de l'économie régionale due, notamment, à la fin du supercycle de hausse des prix des matières premières (soja, minerais, hydrocarbures) et au ralentissement de la demande chinoise. Les oppositions de droite ont d'ailleurs cherché à s'organiser en évinçant dans un premier temps les gouvernements de gauche du Honduras (2009) ou du Paraguay (2012). Depuis trois ans le continent semble assister à un retour du balancier plus prononcé<sup>11</sup>. Cela se manifeste soit avec l'arrivée au pouvoir de gouvernements probusiness en Argentine (2015), au Brésil (2016), au Pérou (2016) ou au Chili (2018), soit avec le glissement vers le centre droit de chefs d'État qui s'étaient initialement prononcés en faveur de l'héritage progressiste du gouvernement sortant à l'instar de Lenín Moreno en Équateur.

Le reflux des gauches modifie les rapports de force sur le continent, affecte les relations entre les acteurs et transforme la dynamique des organisations régionales comme en témoigne la fracture de l'axe Buenos Aires-Caracas-Brasilia, le gel de l'intégration de la Bolivie au sein du Mercosur, l'isolement croissant des membres de l'Alba et plus particulièrement du Venezuela, longtemps perçu comme l'un des porte-drapeaux de la gauche continentale. Le gouvernement vénézuélien de Nicolas Maduro, accusé de dérive autoritaire, perd progressivement ses alliés et pas des moindres puisque son pays a été suspendu du Mercosur (2017) à l'initiative de Mauricio Macri et de Michel Temer respectivement présidents argentin et

brésilien de centre droit. Sans compter que le groupe de Lima composé de quatorze pays des Amériques<sup>12</sup> a manœuvré pour exclure le Venezuela du huitième sommet des chefs d'État des Amériques qui s'est tenu dans la capitale péruvienne les 14 et 15 avril 2018.

### Vers un rapprochement entre le Mercosur et l'Alliance du Pacifique

Parmi les projets portés par les gouvernements de centre droit d'Amérique du Sud, il y a la volonté de promouvoir un agenda socioéconomique de type libéral davantage basé sur l'austérité, les privatisations, l'initiative privée, la dérèglementation, l'intégration aux chaînes de valeurs internationales ou la réinsertion dans la mondialisation via la participation à des méga-accords de libre-échange et surtout au travers du déploiement d'un régionalisme ouvert du type AP. Par le passé, certains membres du Mercosur regardaient avec dédain l'AP. C'était surtout le cas du Brésil de Rousseff dont les conseillers stratégiques appréciaient peu les fondements théoriques de l'AP et éprouvaient des difficultés à accepter que des propositions de coopération régionale n'émanent pas de l'initiative de Brasilia. Mais depuis le basculement du pouvoir aux mains de Temer et de Macri, les autorités brésiliennes et argentines œuvrent, avec l'appui du Paraguay et de l'Uruguay, pour que le Mercosur prenne un virage libéral peu ou prou similaire à celui de l'AP et s'en rapproche.

Plusieurs actions ont été entreprises dans ce sens et plus particulièrement par le président Macri qui a certainement été l'un des plus proactifs dans ce domaine. Dès son arrivée au pouvoir, il s'est réuni séparément avec plusieurs présidents de l'AP, a rencontré la

11| Mouterde P., « Le retour en force de la droite en Amérique latine », *Relations*, n° 787, novembre-décembre 2016, p. 34-36 ; Labarthe S. et Saint-Upéry M., « Amérique latine : le retour du balancier », dans B. Badié, *L'État du monde 2018*, Paris, La Découverte, 2017, p. 138-144.

12| Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Guyana, Honduras, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou et Sainte-Lucie.

président  
nisation  
chefs d'É  
consacré  
tournant  
tion d'un  
deux blo  
s'est tenu  
a eu pou  
que l'AL  
de l'écon  
converge  
autour d  
vert, de l  
mondiale  
système  
Pour po  
consolid  
deux blo  
(GAN) ir  
Celui-ci  
concern  
afin de f  
établie l  
faire, les  
(Argent  
de réflex  
du Pacif  
l'intégra  
et des re  
affaires  
épistém  
experts

Une coi  
sous l'el  
La créat  
dans la j  
le rapp  
nisation  
manière  
de Zone  
riques d  
début d  
mais en

13| Chaîne  
merce, co  
favoriser l  
et entre el

comp-  
posé  
es<sup>12</sup> a  
ezuela du  
État des  
la capi-  
il 2018.

gouver-  
rique du  
voir un  
pe libéral  
es priva-  
èrègle-  
aines de  
nsertion  
ticipation  
hange et  
nt d'un  
. Par le  
rcosur  
était  
seff dont  
éciaient  
de l'AP  
accepter  
ition  
iative de  
ment du  
le Macri,  
ntines  
ay et de  
prenne  
ilaire  
.  
rises  
nent  
aine-  
dans ce  
voir,  
1-  
ontré la

présidence *pro tempore* de cette organisation et participé à son sommet de chefs d'État de juin 2016. Il a également consacré l'énergie de sa présidence tournante du Mercosur à l'organisation d'un sommet ministériel entre les deux blocs régionaux. Ce sommet qui s'est tenu à Buenos Aires en avril 2017 a eu pour objet de signifier au monde que l'AL est de « retour » dans le jeu de l'économie mondialisée grâce à une convergence du Mercosur et de l'AP autour des principes du régionalisme ouvert, de la logique des chaînes de valeurs mondiales et du respect des règles du système de libre-échange international.

Pour poursuivre sur cette voie et consolider le rapprochement entre les deux blocs, un groupe de haut niveau (GAN) interrégional a été mis en place. Celui-ci doit permettre aux acteurs concernés de se réunir régulièrement afin de faire avancer la feuille de route<sup>13</sup> établie lors du sommet d'avril. Pour ce faire, les parties ont organisé à Mendoza (Argentine) en juillet 2017 un séminaire de réflexion sur « Mercosur-Alliance du Pacifique : un agenda positif pour l'intégration » réunissant des officiels et des représentants du monde des affaires appuyé par une communauté épistémique composée d'académiques experts en régionalisme commercial.

### Une convergence accélérée sous l'effet Trump ?

La création de l'AP, le virage à droite dans la plupart des pays du Mercosur et le rapprochement de ces deux organisations contribuent, d'une certaine manière, à ressusciter l'esprit du projet de Zone de libre-échange des Amériques dont l'initiative (proposée au début des années 1990 par Washington, mais enterrée en 2005 dans le contexte

des nationalismes économiques et des radicalismes politiques latino-américains des années 2000) visait à créer un ensemble économique et commercial de l'Alaska à la Terre de Feu fondé sur la normative régissant l'Alena.

En quelque sorte, les gouvernements latino-américains de centre droit arrivent au pouvoir à partir de 2015 dans un contexte de concurrence accélérée entre les grandes puissances commerciales (États-Unis, Union européenne et Chine) pour le remodelage de l'économie politique mondiale et dans le cadre des négociations de mégablocs commerciaux, tels que le TPP<sup>14</sup>, le TTIP<sup>15</sup> ou le RCEP<sup>16</sup>. Craignant d'être exclues de cette reconfiguration du commerce international, les nouvelles administrations du continent cherchent, par leurs différentes réformes et initiatives régionales favorables aux affaires, à ressusciter l'intérêt de Washington pour une coopération économique avec l'AL. Depuis la fin des années 1990, le continent latino-américain n'a jamais compté autant de gouvernements propices aux rapports avec les États-Unis.

C'était sans compter sur l'arrivée de l'administration Trump dont l'agenda, basé sur la devise « l'Amérique d'abord », ne favorise pas le rapprochement avec l'AL. L'action extérieure de D. Trump est fortement animée par des priorités de politique interne et par une représentation des relations internationales fondée sur la logique du jeu à somme nulle qui considère qu'il ne peut y avoir de vainqueur sans vaincu. Dès lors, pour faire valoir les intérêts américains, le gouvernement Trump privilégie la confron-

14|Transpacific Partnership: Australie, Brunei, Canada, Chili, États-Unis, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Viêt Nam.

15|Transatlantic Trade and Investment Partnership: États-Unis, Union européenne.

16|Australie, Birmanie, Brunei, Cambodge, Chine, Inde, Japon, Laos, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Singapour, Corée du Sud, Thaïlande.

13|Chaîne de valeur régionale, facilitation de commerce, coopération douanière, barrières non tarifaires, favoriser les initiatives privées au sein des deux régions et entre elles.



tation et le conflit, et les actions unilatérales. Cette approche se traduit par l'adoption de politiques protectionnistes, la remise à plat (la renégociation de l'Aléna) ou la remise en cause d'accords commerciaux signés par les administrations précédentes (le retrait des États-Unis du TPP), le désengagement de traités internationaux (l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien ou l'accord de Paris sur le climat) ou la contestation des règles et des organisations multilatérales telles que l'Organisation mondiale du commerce (le refus de nommer les juges au sein de l'Organe des règlements des différends de l'OMC).

Les mesures ou les discours hostiles adoptés par l'administration Trump à l'égard de l'AL n'ont eu de cesse de s'accumuler depuis son accession au pouvoir. Outre les décisions prises pour défaire l'héritage d'Obama en matière de normalisation des relations avec Cuba, une position radicale a été adoptée à l'encontre du Venezuela amenant le président Trump à proposer une intervention militaire pour déloger le gouvernement Maduro, chose qui a été rejetée par les pays d'AL qui ne souhaitent plus que les États-Unis s'immiscent dans leurs affaires intérieures. Les propos polémiques à l'égard du Mexique ou El Salvador, l'adoption de mesures protectionnistes sur l'acier et l'aluminium ainsi que les menaces proférées par Trump de construire un mur à la frontière mexicano-américaine ou de mettre un terme au Temporary Protective Status qui permet, notamment, à la population d'Amérique centrale (El Salvador, Honduras, Nicaragua) de vivre et travailler pour une période limitée aux États-Unis, alimentent davantage les craintes et les mécontentements du continent.

Cette animosité de l'administration Trump contribue à faire bouger les lignes en Amérique latine qui d'ailleurs ne souhaite pas entrer dans une

confrontation directe avec celle-ci comme en témoigne l'obtempération argentine et brésilienne face aux nouveaux droits de douane américains sur l'acier et l'aluminium. Le gouvernement américain n'est ni le déclencheur de la transformation des blocs régionaux sur le continent (relance du régionalisme ouvert) ni le détonateur de leur rapprochement. Par contre, son hostilité fait de Trump un facteur accélérateur de la coopération régionale et interrégionale en AL. Le Mexique qui est une des cibles récurrentes de Washington cherche à se rapprocher du Mercosur tout comme le Canada qui a conclu en mars 2018 des discussions exploratoires pour un accord de libre commerce avec la région sud-américaine. Sans compter que, à la suite du retrait des États-Unis de l'accord transpacifique (TPP), le Chili, le Mexique et le Pérou ont activement participé aux côtés des huit autres pays à la mise en place de la nouvelle version de cet accord connu sous nom de Partenariat transpacifique global et progressiste (CPTPP)<sup>17</sup>.

Par ailleurs, le Mercosur et l'AP accélèrent davantage leur collaboration et espèrent profiter de l'intérêt que la Chine leur porte pour renforcer leurs relations économiques et commerciales avec elle. Lors de ces quinze dernières années, les relations de la Chine avec l'AL n'ont cessé de croître au point qu'elle est devenue son deuxième partenaire commercial (derrière les États-Unis, mais devant l'UE) et le premier pour des pays comme le Brésil, le Chili et le Pérou. Mais l'AL compte également sur le regain d'intérêt qu'elle suscite du côté européen. Face à la présence chinoise en AL et aux politiques unilatéralistes et protection-

nistes des États membres cherchant à réactiver des relations commerciales entre le AL

Les politiques nationalistes et de confrontation Trump p d'un ordre imprévisible et tendent à saper le multilatéralisme en guerre dans le but que faire se peu respect de la relations basées unitaires de force. Cette pays d'AL. Ils sont à une telle logique qui les encourage la voie de la coopération et multilatérale à s'appuyer sur des acteurs extérieurs la Chine ou l'U

17 | Il ne s'agit pas que d'un simple accord permettant la libéralisation des biens et des services. Celui-ci porte également sur l'accès aux marchés publics, la protection des investissements, la propriété intellectuelle ainsi que sur le droit de l'environnement ou le droit du travail.

directe avec celle-ci noigne l'obtempération résilienne face aux nouvelles douane américains sur minimum. Le gouvernement t ni le déclencheur de la n des blocs régionaux sur elance du régionalisme étonateur de leur rap- Par contre, son hostilité un facteur accélérateur ion régionale et interrè- Le Mexique qui est une rrentes de Washington approucher du Mercosur Canada qui a conclu en discussions exploratoires l de libre commerce sud-américaine. Sans i la suite du retrait des l'accord transpacifique le Mexique et le Pérou t participé aux côtés des s à la mise en place de la n de cet accord connu partenariat transpacif-progressiste (CPTPP)<sup>17</sup>.

Mercosur et l'AP ac- tage leur collaboration profiter de l'intérêt que porte pour renforcer économiques et com- elle. Lors de ces quinze es, les relations de la n'ont cessé de croître est devenue son deu- re commercial (derrière mais devant l'UE) et des pays comme le et le Pérou. Mais l'AL ent sur le regain d'in- scite du côté européen. nce chinoise en AL et aux téralistes et protection-

nistes des États-Unis, l'UE et ses États membres cherchent à se redéployer en AL comme en témoigne, notamment, la réactivation des négociations commerciales entre le Mercosur et l'Europe.

Les politiques nationalistes, unilatéralistes et de confrontation de l'administration Trump participent à la création d'un ordre international davantage imprévisible et fragmenté. Elles contribuent à saper les fondements de l'ordre multilatéral construit à partir de l'après-guerre dans le but de privilégier, autant que faire se peut, la négociation et le respect de la règle au détriment de relations basées uniquement sur le rapport de force. Cette approche préoccupe les pays d'AL. Ils sont conscients que face à une telle logique ils partent perdants, ce qui les encourage à poursuivre sur la voie de la coopération régionale et multilatérale tout en continuant à s'appuyer sur leurs relations avec des acteurs extraterritoriaux tels que la Chine ou l'Union européenne.

ue d'un simple accord permettant liens et des services. Celui-ci porte aux marchés publics, la protection la propriété intellectuelle ainsi que onnement ou le droit du travail.